



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 25 FEVRIER 1996

N° 238 PRIX 4 FF



LES

GALONNES RAPPELLENT

QU'ILS SONT

TOUJOURS LA

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

**LES GALONNES RAPPELLENT
QU'ILS SONT TOUJOURS LA**

Page 3
Côte d'Ivoire: Bedié
accentue la répres-
sion contre la presse

Un certain nombre de gens, notamment dans la petite bourgeoisie intellectuelle, pensaient naïvement que le cinéma de "démocratisation" auquel se livraient les dictateurs africains sous la pression bienveillante des dirigeants des pays impérialistes, allait non seulement mettre fin à la dictature mais aussi aux coups d'Etat militaires si fréquents sur le continent africain. Les récents putschs, ratés ou réussis, qui viennent d'avoir lieu en quelques semaines d'intervalle vont-ils mettre fin à ces illusions de nos petits bourgeois?

Page 5
Sénégal: Mamadou Dia
fait alliance avec
des intégristes

Page 7
Mali: La répression
sévère contre la jeu-
nesse estudiantine

Vers la fin des années 80 une vague de contestations populaires suivies de grèves, de manifestations de rue et de révoltes avait secoué un certain nombre de régimes habitués depuis les indépendances au parti unique. Ce "vent de l'Est" avait contraint nos dictateurs à lâcher un peu de lest à leurs opposants en légalisant les partis d'opposition, les autorisant à se présenter aux élections, en acceptant une presse plus ou moins critique, etc...

Page 8
Afrique du Sud: L'a-
partheid social existe
toujours

Page 9
Le drame des sans-
abris...

Page 10
Le capitalisme étran-
gle l'Afrique

Cette petite ouverture avait permis à quelques-uns qui étaient jusque-là, condamnés à l'exil, bâillonnés ou en prison de trouver quelques places à la mangeoire gouvernementale ou d'avoir l'espoir un jour d'y parvenir.

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

Certains croyaient que l'Afrique des galonnés, c'était déjà du passé et que désormais l'Afrique des "Etats de droit" était en voie de devenir. Autant croire qu'un caïman est mort puisque qu'il ne bouge pas !

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

Le droit jusqu'à présent, malgré le cinéma sur leur prétendue "démocratie", n'existe pas pour les pauvres. Même le droit le plus élémentaire comme celui de se soigner, de se loger et de scolariser ses enfants n'est réservé qu'à la petite minorité de riches qui, eux, en ont les moyens. D'année en année le sort de la majorité ne cesse de se dégrader. Les taudis autour des grandes villes gonflent avec leurs lots d'insalubrité, de maladies et toutes sortes de fléaux liés à la misère croissante. C'est ça l'"Etat de droit" et la "démocratie en marche" ? Pour nos petits bourgeois qui n'ont pas d'autres ambitions que leur petite carrière cela leur suffit peut-être, pourvu que le

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

pouvoir leur laisse un peu de champ libre.

toute la population.

Mais pour la majorité de la population et plus particulièrement pour les plus déshérités c'est une dictature féroce, un apartheid dont le critère de ségrégation est le fait d'être riche ou pauvre. Et tant que durera ce système ignoble où une petite minorité possède la quasi-totalité des richesses alors que ceux qui les produisent en sont exclus et condamnés à vivre dans la misère la plus criante, il n'y aura pas de véritable démocratie.

On risque de voir en effet des scénarios semblables à celui du Niger où une junte militaire vient de déposer le 27 janvier l'ancien président dont le pouvoir, après trois ans de "conférence nationale" n'a non seulement rien résolu dans la crise politique du régime mais avait fini par être paralysé de l'intérieur à cause des rivalités de factions. Les militaires ont repris le pouvoir sans difficulté voire avec une certaine indifférence au sein de la population écoeurée par les politiciens issus de la "conférence nationale".

Ceux qui veulent vraiment une société humaine et civilisée, une société qui respecte la dignité de tous ces membres, où chacun pourra s'épanouir sans écraser les plus faibles doivent s'atteler à la tâche d'aider le prolétariat à s'organiser et à prendre conscience du rôle qui est le sien dans le renversement de la bourgeoisie. Ils n'ont aucune illusion à se faire ni du côté des politiciens civils qui prétendent être des démocrates ni du côté des militaires qui se disent "progressistes" et qui se veulent les redresseurs de tort au nom de

Il ne s'agit pas là d'un retour des militaires comme le disent certains. Les militaires étaient et sont toujours-là. Rien que ces cinq dernières années l'Afrique subsaharienne a déjà compté une dizaine de coups d'Etat, réussis ou avortés. Comme quoi il n'y a rien de nouveau sur le sol africain depuis les indépendances. Ce sera un éternel recommencement tant que les travailleurs et tous les déshérités ne prendront pas en main leur propre destinée.

COTE D'IVOIRE

BEDIE ACCENTUE LA REPRESSION CONTRE LA PRESSE.

Il y a deux mois le directeur de publication et deux journalistes du groupe de presse "Le Nouvel Horizon" étaient condamnés à deux ans de prison. Les journaux "La Voie" lié au FPI et "Le Républicain Ivoirien" lié au RDR étaient suspendus pour trois mois. Les journaux "L'Alternative" et "Le Relais" qui ont pris la relève sont à leur tour menacés de poursuite.

de suspension judiciaire constitue un délit de peine de six mois à deux ans et une amende de cinq millions de francs".

Cet arsenal juridique encore plus répressif va-t-il être adopté et appliqué? Les journalistes non inféodés au régime seront-ils arrêtés et passés à tabac dans les bureaux des ministres comme certains l'ont été il y a peu de temps ?

En effet un nouveau projet de loi plus répressif est déposé par le ministre de la justice. Il précise que "la poursuite sous quelque forme que ce soit d'un journal.... frappé

Il faut croire que les nostalgiques du régime de parti unique sont toujours là, fermement accrochés au pouvoir. Leur régime

impitoyable contre la population même quand elle émane des gens de
pauvre ne tolère aucun e critique leur monde.

COTE D'IVOIRE

L' AUGMENTATION DU PRIX DU PAIN, UNE VERITABLE PROVOCATION

Depuis le 01 janvier, le prix de la baguette est passé de 100f à 125f. La baguette à 100f était déjà un produit de luxe pour les familles ouvrières. Maintenant qu'il est à 125f, eh bien, il devient pour elles encore plus inaccessible. Ce qui n'a pas empêché les gros propriétaires de boulangerie de se payer de grands pavés de publicité dans les journaux sur les vertus qu'apporterait le pain pour "l'intelligence des enfants", etc. Ces gens-là ne manquent pas de cynisme!

Le gouvernement est théoriquement seul habilité à fixer le prix du pain. Ce dernier n'a d'ailleurs pas officiellement autorisé la vente de la baguette à 125f mais a fixé son prix à 115f. Les boulangers se sont entendus entre eux, probablement avec la complicité du gouvernement lui-même pour imposer le prix de 125f.

On n'a pas entendu un seul ministre, un seul dirigeant politique de l'opposition, un seul

journaliste, dénoncer ce fait. Ils sont tous du même bord! Aucun d'eux ne prendrait le risque d'en dire un peu trop, en dénonçant les boulangers, au risque de provoquer la colère justifiée des masses pauvres. Comme pour l'augmentation des tarifs de la Sotra (Société de Transport Abidjanais), ils ont encore une fois réussi leur sale coup.

Une dizaine de jours après la libéralisation du droit d'importer de la farine de blé, le bruit s'est répandu que de la farine cancérigène en provenance du Nigéria serait entrée en Côte d'ivoire. Vrai ou faux ? Tout est possible dans cette affaire. Ce ne sont pas ces gens-là qui nous diront la vérité! Le pain, pour ces gens-là, est avant toute chose une marchandise. Et comme toute marchandise, elle a pour objectif premier de faire du profit. Que le pain soit cancérigène ou pas, l'important c'est que ça rapporte du profit à certains. N'est-ce pas le propre d'une société capitaliste?

PENURIE D'EAU DANS LES QUARTIERS D'ABIDJAN.

La SODECI a interrompu la distribution de l'eau dans plusieurs quartiers ces derniers jours. Le directeur de cette société (qui appartient au groupe Bouygues) s'est contenté de justifier après coup que cette société a fermé les robinets pour pouvoir remplacer des transformateurs vétustes.

Pour certains quartiers pauvres comme ceux d'Abobo, cela fait plusieurs semaines sans la moindre goutte d'eau. Il a fallu que les gens se mettent en colère et que des femmes se mobilisent pour que les

travaux de remplacement des canalisations voient un début de commencement.

Même aux heures où l'eau coule quelque peu, entre 23h et 4h du matin, la qualité est mauvaise pour la santé des gens. Il y a eu la période des eaux "gluantes", puis celle des eaux "rouges". Cela a causé de nombreux cas de diarrhée et d'eczéma.

La SODECI s'en lave les mains. Pour ces gens-là il n'y a que les profits qui doivent couler à flot. Cette

société se contente de rejeter la responsabilité sur les pouvoirs publics et réciproquement.

Pourtant les uns et les autres qui tiennent les robinets ont les mains bien sélectives: les piscines privées des villas riches ainsi que les jets d'arrosage de leurs pelouses ne manquent pas d'eau de bonne qualité.

Pendant ce temps dans les quar-

tiers pauvres les gens sont réduits à faire la queue devant les bouches d'incendie pour acheter la bassine d'eau peu potable à 25 F. Il est scandaleux que des domaines comme l'approvisionnement en eau des populations soient confiés à des groupes privés qui n'ont de soif à assouvir que celle de profits juteux. Le coup de colère et les manifestations des femmes d'Abobo ont été bien salutaires. Faudra-t-il recommencer en plus fort?

SENEGAL

MAMADOU DIA FAIT ALLIANCE AVEC LES MOUVEMENTS INTEGRISTES

Mamadou Dia, l'ancien président du Conseil et dirigeant du MSU (Mouvement pour le Socialisme et l'Unité) s'est allié avec des mouvements islamistes sénégalais en constituant avec eux et avec d'autres mouvements un "carrefour des forces de résistance" (le CARFOR). Y figurent auprès de Mamadou Dia, l'OAI (Organisation pour l'Action Islamique) et le Dahiratoul Moustarchidina Wal Moustarchidaty, deux mouvements intégristes musulmans.

La "plate-forme d'unité" du CARFOR signé en septembre 1995 comporte des points tels que "l'amélioration du sort des populations", "baisse des prix des denrées de première nécessité... du transport, de l'électricité, des médicaments, augmentation générale des salaires; mise en place d'un programme spécial de lutte contre le chômage et la pauvreté....Pour la promotion d'un Etat de droit..."etc.

Les mouvements islamistes ont la démagogie facile. Mais une fois au pouvoir ils sont capables de pires crimes contre la population. Ils sont pour l'application de la Charia contre les pauvres, contre la moindre des libertés pour les

femmes. Ils se disent contre l'Occident mais sont les garants du système capitaliste dans leur pays. Un certain nombre de pays qui ont basculé dans leurs camps (comme l'Iran ou le Soudan) ou bien les pays où ils sont très influents comme l'Algérie ou l'Egypte illustrent la férocité de ces mouvements réactionnaires.

Jusqu'à présent au Sénégal, les mouvements intégristes musulmans sont restés marginaux dans la vie politique. Les grands marabouts des confréries mourrides ou tidianes, bien que très puissants, se contentent jusqu'à présent d'être les courroies de transmission du pouvoir qui leur accorde des facilités et des privilèges. Mais depuis quelques années on voit l'émergence d'un courant intégriste qui s'affirme comme tel et qui agit sur la scène politique comme lors des dernières émeutes qui se sont déroulées à Dakar.

Avec l'aggravation de la misère et de la pauvreté ces mouvements peuvent profiter de la situation pour tromper les populations déshéritées et les entraîner vers une politique qui se retournera

contre les pauvres.

C'est en ce sens que la caution que Mamadou Dia, même si celui-ci n'a pas une grande influence auprès de la population,

apporte aux mouvements intégristes pourrait être lourde de conséquences dans la propagation de ces mouvements qui tirent la société vers l'arrière.

SENEGAL

QUAND LANDING SAVANE PARLE . . .

Ce mois de février, on pouvait lire une interview de Landing Savané, dirigeant du PADS (Parti Africain pour la Démocratie et le Socialisme) au Sénégal, dans le mensuel Africa International. Outre le fait de déclarer la faillite de la politique d'Abdou Diouf, Landing Savané pense qu'il est possible de sortir de cette impasse. Il dit qu'"il faudrait se mettre autour d'une table certainement pour réfléchir sur nos institutions, les rénover en profondeur, crédibiliser la démocratie sénégalaise... Il faudrait repenser les politiques qui ont été mises en oeuvre depuis 35 ans et confier...les rênes du pouvoir à une équipe crédible..."

Landing Savané espère qu'en réunissant autour d'une table l'opposition sénégalaise avec ou sans la participation des hommes d'Abdou Diouf, il va trouver une solution miracle.

Le problème au Sénégal, tout comme dans le reste de l'Afrique, n'est pas une question d'équipe crédible, ni de la concertation des dirigeants politiques autour d'une table. C'est un problème de société

que nous vivons. Il est illusoire de vouloir la changer sans toucher à la cause du mal. Nous vivons dans une société où ce sont les classes riches, capitalistes qui détiennent le pouvoir économique. Les hommes politiques au pouvoir sont là pour défendre les intérêts de cette bourgeoisie. Ils sont là pour les préserver et faire vivre ce système qui fait que ce sont les travailleurs, les paysans pauvres qui produisent les richesses, mais ne profitent nullement du fruit de leur travail. Ce système prend un caractère féroce et dictatorial en Afrique, parfois tribaliste et sanguinaire comme au Burundi, etc.

Peut-être que Landing Savané estime avoir les mains propres parce que, contrairement aux autres dirigeants de l'opposition comme Wade ou Bathily, il a refusé de participer au gouvernement. Mais il croit en la vertu des élections pour changer les choses. Ce qui est une illusion car pour que les choses changent vraiment un jour pour les pauvres, c'est toute la société qu'il faudra changer par la lutte consciente des exploités.

MALI**LA REPRESSION SEVIT
CONTRE LA JEUNESSE ESTUDIANTINE**

Cinquante neuf membres de l'AEEM (Association des Elèves et Etudiants Maliens) ont été libérés provisoirement en attendant d'être jugés.

En effet depuis novembre dernier, les étudiants et élèves entrent périodiquement en grève et organisent des manifestations pour revendiquer le paiement de leurs bourses. Au cours de ces manifestations plusieurs élèves ont été arrêtés et emprisonnés.

Le 4 janvier dernier ils se sont mis en grève illimitée pour exiger la libération de tous leurs camarades arrêtés.

Ce n'est pas la première fois que l'AEEM organise des manifestations pour réclamer le paiement de ces fameuses bourses. C'était le cas au temps de Moussa Traoré. Certains de ces mouvements étaient dirigés sinon téléguidés par ceux-là mêmes qui gouvernent aujourd'hui. Ils taxaient à juste titre Moussa Traoré de dictateur voire d'assassin. Mais l'actuel gouvernement sait aussi manier le bâton.

Le 8 décembre dernier, les élèves et étudiants organisaient des

grèves et manifestations et allaient dans des écoles pour convaincre leurs camarades d'arrêter les cours.

Le gouvernement de Konaré au lieu de dialoguer avec les jeunes a préféré envoyer les forces de l'ordre contre eux. Il y a eu deux morts et de plusieurs dizaines de blessés; plus de soixante arrestations ont été opérées. Le ministre de l'enseignement secondaire et supérieur Moustapha Dicko menace même de déclarer blanche l'année en cours. C'est-à-dire annuler simplement tous les examens. Si c'est le cas, cela fera trois ans que les cours ont été interrompus au Mali.

Une fois de plus ce ne seront pas les enfants des privilégiés qui en pâtiront.

Après tout cela on ose nous parler de changement et d'instauration de la démocratie au Mali. Mais en réalité c'est une dictature qui en cache une autre. Car on peut manifester pour applaudir les dirigeants mais pas contre leur politique sous peine de connaître le même sort que les dirigeants de l'AEEM.

MAURITANIE**UN DISCOURS
QUI NE TROMPE PERSONNE**

En janvier dernier Cheikh Avia Ould Mohamed Khouna a été nommé premier ministre à la place de Sidi Mohamed Ould Boubakar. Tous les deux sont membres du parti du dictateur Ould Taya.

Le nouveau recru déclare s'engager à "consolider l'Etat de droit, garant de libertés individuelles et collectives en

Mauritanie". Et devant le parlement il insiste sur la "nécessité de corriger le dysfonctionnement (de l'administration), de sanctionner des abus de tous ordres et prémunir les citoyens contre l'injustice".

Ah, en voilà de belles paroles qui ne coûtent pas cher. Elles ne viennent sûrement pas du fond du coeur de ce petit commis du

dictateur de Nouakchott. Car, comment en Mauritanie un premier ministre d'un gouvernement féodal et réactionnaire, raciste et ségrégationniste peut faire croire à la population qu'il est devenu tout d'un coup un défenseur des libertés individuelles et collectives et contre les injustices? A-t-il été piqué par une mouche ? Ou alors c'est tout simplement le commencement de la campagne électorale législative qui ne doit pourtant pas avoir lieu avant octobre 1996 et celle des présidentielles encore plus loin en 1997.

Comment ose-t-il parler des injustices et de l'Etat de droit quand on sait qu'en Mauritanie seule une minorité riche et privilégiée de Bedani détient tous les droits y compris celui de vie et de mort sur

la majorité de la population de ce pays constituée de Bédani pauvres, des Négro-africains et de Haratines.

Ces féodaux réactionnaires n'étaient d'ailleurs pas gênés d'avoir expulsé des dizaines de milliers de personnes de la population négro-africaine mauritanienne qui avaient le tort d'être pauvres et de revendiquer leurs droits. Ceci reste toujours vrai parce que la plupart des ces expulsés déchus de leur nationalité et expropriés de tous leurs biens sont toujours parqués dans les camps de réfugiés au Sénégal oriental et au Mali dans la région de Kaye. Ils n'osent même pas retourner dans leur village natal sous peine d'être emprisonnés voire assassinés par la police et les militaires à la solde du criminel Ould Taya.

AFRIQUE DU SUD

L'APARTHEID SOCIAL EXISTE TOUJOURS

Depuis plus d'un mois, les parents d'élèves d'une petite ville située à 300 km de Johannesburg s'opposent à l'inscription dans une école primaire afrikaner de dix enfants noirs. Ils refusent d'envoyer leurs enfants à l'école de peur qu'ils se mélangent avec les enfants noirs.

Mais la loi en a décidé autrement. Les dix enfants noirs, protégés par un dispositif policier important ont pu suivre leurs premiers cours dans cette école.

Même si officiellement la ségrégation raciale a disparu, dans la pratique, elle persiste. Pour preuve, il a fallu l'intervention de la police pour faire accepter des enfants noirs dans une école jusque-là réservée aux seuls enfants des Blancs. A plus forte raison persiste l'apartheid social, la base même du système capitaliste, c'est-à-dire l'exploitation et l'oppression des travailleurs noirs et blancs.

Les Blancs riches, mais aussi les Noirs riches qui constituent la minorité de la population continuent de maintenir l'ensemble des travailleurs et des pauvres dans la misère. Les patrons continuent à faire des profits sur le dos de la classe ouvrière noire et blanche



Bidonville (Le Cap)

tandis que les conditions de vie de la majorité de la population, à cause de la crise, se dégradent de plus en plus.

La lutte des populations noires, en particulier de la population pauvre des townships, a mis fin au régime de ségrégation raciale. Mais l'ANC qui a pris la direction de cette lutte n'a pas voulu que cette lutte se transforme en une lutte pour l'émancipation sociale. Ce n'est pas au nom des intérêts politiques des exploités noirs que l'ANC menait le combat; pas pour mettre fin à l'exploitation, mais au nom de l'aspiration de la bourgeoisie noire d'être intégrée dans la couche dirigeante.

Bien sûr, il n'existe plus officiellement des toilettes uniquement réservées aux Blancs et d'autres aux Noirs. Dans les bus, il n'existe plus des places pour Blancs et des places pour Noirs; les écoles dont certaines étaient exclusivement réservées aux Blancs ouvrent leurs portes aux Noirs. Mais sur le plan social, les privilèges, les profits d'un côté, les injustices et l'exploitation de l'autre existent

toujours après près de deux ans de pouvoir de l'ANC. De même que les bidonvilles. Ils n'ont pas été détruits et les habitants y vivent comme auparavant dans des conditions précaires. Ceux-ci n'ont pas toujours accès aux grands immeubles de Prétoria ou de Johannesburg. Seuls ceux qui possèdent de l'argent peuvent y habiter. Les propriétaires demeurent les mêmes que sous le système ségrégationniste d'avant.

La réforme agraire tant chantée par l'ANC quand elle était dans l'opposition n'a pas eu lieu. Les grandes plantations, les grands domaines appartiennent toujours aux riches blancs et noirs. Les ouvriers agricoles, les travailleurs saisonniers continuent à y travailler pour le compte de ces riches propriétaires terriens qui, le plus souvent sont les mêmes.

L'arrivée au pouvoir de l'ANC et de son leader Mandela n'a donc fondamentalement rien changé à la situation des pauvres. Pour une véritable transformation sociale qui prenne en compte les intérêts des exploités, noirs comme blancs, il faut une toute autre lutte organisée et dirigée par les travailleurs eux-mêmes.

LE DRAME DES SANS-ABRIS UN ASPECT DE LA BARBARIE CAPITALISTE

Une douzaine de sans-abris (c'est-à-dire de ceux qui sont exclus de la société et qui sont à la rue) étaient récemment morts de froid en France et plusieurs dizaines d'autres aux USA. Tel est le nombre peut-être provisoire des victimes de l'hiver de cette année dans ces deux pays qui sont parmi les plus riches du monde.

Quand une société regorge de richesses dont elle ne sait quoi

faire et qu'elle laisse mourir dans un dénuement complet une partie de ses membres, n'est-ce pas là un signe que cette société est barbare?

Certains diront que "c'est trop facile d'accuser l'Etat" et parleront de certaines "mesures" prises par celui-ci en faveur des sans-abris. Mais en fait, ces prétendues mesures prises toujours tardivement, visent moins à résoudre les problèmes qu'à permettre aux

dirigeants de se donner bonne conscience. C'est ainsi qu'en France par exemple, le ministre délégué au Logement a parlé de 10.000 logements disponibles sur les 20.000 prévus. Autant dire que c'est rien par rapport aux centaines de milliers de gens qui n'ont pas de logements -que certains d'entre eux sont d'ailleurs prêts à louer. De plus, comme nous le constatons, même les objectifs dérisoires de ce ministre n'ont été atteints que de moitié!

De son côté, la mairie de Paris n'est pas peu fière d'avoir mis en place une "capacité d'accueil totale de 2.457 lits" et elle feint de se plaindre que "300 à 400 lits se retrouvent vides chaque nuit". Mais si certains sans-abris refusent ces lits qui leur sont proposés, c'est que les conditions de logement sont souvent inhumaines et dépourvues d'hygiène. Qu'une grande ville très riche comme Paris soit incapable de prendre en charge les sans-abris de façon décente, ne serait-ce que pendant la période de l'hiver, cela est tout simplement scandaleux.

Cette situation dramatique que vivent les sans-abris n'est qu'un exemple parmi tant d'autres des problèmes dont souffrent les pauvres. En France, il y a officiellement 2 millions et demi de

personnes qui ont moins de la moitié du SMIC, c'est-à-dire même pas un minimum pour survivre.. Aux USA, la pauvreté touche des dizaines de millions de gens.

Etre pauvre, c'est être exclu de tout, pas seulement du droit au logement, mais aussi de la possibilité de satisfaire ses besoins élémentaires en nourriture, en vêtements, en soins, en instruction, etc. Car dans la société actuelle, quand on n'a pas d'argent, on n'est rien. Pour les capitalistes, on n'existe même pas.

C'est donc l'organisation sociale -basée uniquement sur la recherche effrénée du profit individuel- qui est en cause. La question de savoir comment en finir avec la pauvreté n'est pas un problème économique, comme le montrent les pays riches qui, d'un côté gaspillent leurs richesses et de l'autre mettent à part les plus pauvres qu'ils appellent le quart monde. Pour en finir avec la misère et l'injustice sociale, il faut une juste répartition des richesses. C'est donc un problème politique qui se pose. Cela n'est réalisable que si le système capitaliste est détruit de façon consciente par l'ensemble des exploités qui en sont victimes dans tous les pays -riches comme pauvres.

C'EST LE CAPITALISME QUI ETRANGLE L'AFRIQUE

Depuis l'avènement du multipartisme, nombreux sont ceux qui, par démagogie surtout, prétendent que si l'Afrique ne se développe pas, c'est parce que nos pays ne seraient pas démocratiques ou que la démocratie y serait mal appliquée. Ainsi en Côte d'Ivoire, par exemple, pour la plupart des dirigeants de l'opposition, le sous-développement du pays viendrait du manque de démocratie, de la nature dictatoriale du pouvoir qui

entraverait les initiatives et bloquerait les énergies susceptibles de créer les conditions d'un véritable développement. A l'inverse, chez les tenants du pouvoir, journalistes et autres intellectuels militants du PDCI, les difficultés économiques du pays proviendraient de la mauvaise compréhension de la démocratie par l'opposition qu'ils accusent d'entretenir un climat de violence, empêchant ainsi le pays de se

développer.

Quels que soient les arguments qu'utilisent, les politiciens des deux bords et les différents larbins à leur service, ils ont néanmoins un dénominateur commun : ils se réfèrent tous aux pays riches, tels que la France, l'Allemagne, les Etats-Unis, comme modèles de développement économique et démocratique. Ils cherchent surtout à nous faire croire que si un pays comme la France est une grande puissance économique, c'est d'abord grâce à la démocratie. Dans son article, en comparaison avec la situation en France, *Fraternité-Matin* (proche du gouvernement) du 18 janvier affirme notamment qu'"en Europe occidentale, l'Espagne, le Portugal et la Grèce qui se sont plus longtemps que les autres fermés à la démocratie étaient les derniers de la classe. Mais, ajoute-t-il, aujourd'hui personne ne peut nier les bonds fantastiques que ces pays ont accomplis depuis la fin des dictatures".

Contrairement à ces allégations, il n'y a pas, en réalité, de rapports organiques entre démocratie et développement. Le développement des pays riches n'est pas la résultante de leurs choix ou systèmes politiques qui seraient plus démocratiques qu'ailleurs. Bien au contraire !

Toute l'histoire de la France, par exemple, nous en donne une éclatante démonstration. Dans ce pays, comme dans tous les autres présentés démagogiquement comme des modèles de réussite économique grâce aux vertus de la démocratie bourgeoise, bien souvent, différents régimes politiques se sont succédé dans le même ordre social : dictature sous les premier et second Empire, monarchie constitutionnelle, république bourgeoise, etc. L'Allemagne des années 30, considérée comme l'une des plus grandes puissances économiques du monde à l'époque, a même enregistré la particularité de connaître l'une

des dictatures les plus cruelles de l'histoire moderne. A la même époque, la France, qui se voulait une "démocratie civilisée", qui prétendait combattre justement le fascisme, ne soumettait pas moins les populations africaines à des conditions dignes du fascisme hitlérien dans ses colonies du Congo, Sénégal, Tchad, Côte d'Ivoire, etc, bien longtemps avant qu'elle n'impose, ne finance et ne soutienne les dictatures des partis uniques dans les années 60.

La source du développement des pays riches ou plus précisément de l'accumulation de la richesse de leur bourgeoisie est ailleurs. Elle n'a rien à voir avec les différents régimes en vigueur. Elle ne s'appelle pas la démocratie mais le pillage.

En effet, pour jeter les bases de son développement, la bourgeoisie occidentale a d'abord exploité son



propre peuple, sa propre classe ouvrière, mais surtout pillé les autres régions du monde. En Afrique, cela s'est fait à travers la traite des Nègres, dans un premier temps, et la colonisation, ensuite. C'est par de tels moyens que la bourgeoisie occidentale s'est enrichie, d'abord à l'intérieur de ses frontières et puis à l'échelle du monde : la colonisation, en cassant les marchés intérieurs des zones conquises pour les soumettre aux besoins et aux intérêts de la bourgeoisie occidentale a permis à celle-ci de créer un marché mondial

qu'elle contrôle de façon exclusive. Voilà la source principale du développement enregistré par les pays occidentaux.

Inversement, c'est ce pillage à l'échelle du monde qui est à l'origine du sous-développement dans les pays africains. C'est le capitalisme, le marché capitaliste mondial, qui étouffe les pays africains et ceux des autres régions sous-développées de la planète.

En effet, si, par le pillage, le capitalisme a permis à la bourgeoisie occidentale de s'enrichir et en même temps de bâtir des sociétés développées comme en France, en Afrique, à la place de l'ancienne société qu'il a détruite, le même système n'a rien construit de viable, à part la misère, les maladies, les injustices et l'exploitation qui sont autant de mesures du sous-développement actuel.

Depuis la période coloniale, l'Afrique a été transformée par la bourgeoisie mondiale en une zone de production des matières premières dont elle a besoin et un débouché sûr pour ses produits industriels. C'est la bourgeoisie mondiale qui détermine les prix de celles-ci et de ceux-là exclusivement en fonction de ses intérêts. Voilà la manière dont s'opère l'exploitation des pays africains et la source profonde de leur sous-développement.

Bien sûr, il y a en Afrique des gens qui trouvent leurs comptes dans ce système. Ce sont les bourgeois, les riches de chez nous. Mais ils ne sont que des larbins. Ils sont riches mais des larbins quand même, car, leur richesse vient des miettes que leur laisse la grande bourgeoisie occidentale pour les récompenser à cause du rôle de gendarmes qu'ils jouent afin que cette dernière exploite les masses laborieuses africaines. Le principal responsable et bénéficiaire de cette exploitation est la bourgeoisie occidentale qui, depuis la traite

des Nègres jusqu'aujourd'hui, exploite et pille sauvagement les pays africains.

Alors, pour que, dans ce contexte, l'Afrique se développe, un simple changement de régime même prétendu démocratique ne suffit pas. En tout cas pas le multipartisme, quelle que soit la manière dont il est appliqué ! Le développement des pays africains passe d'abord par la destruction du capitalisme, tant à l'échelle du continent qu'à celle de la planète.

Car, la seule façon de jeter en Afrique les bases d'un développement harmonieux, en fonction des besoins collectifs des masses laborieuses, c'est la répartition des richesses, celles volées par la bourgeoisie africaine mais aussi et surtout celles accumulées par la bourgeoisie occidentale et auxquelles les populations africaines ont droit. Cette perspective passe d'abord par l'expropriation de la bourgeoisie, celle d'ici comme celle de là-bas.

Il ne s'agit évidemment pas d'attendre que cela tombe du ciel ou vienne d'ailleurs. Une telle perspective peut très bien partir de l'Afrique. Le capitalisme a tellement fait des ravages, du mal dans cette région monde, mais il y a créé en même temps les conditions et les forces sociales à même de le détruire. La misère sans nom dont souffrent les masses populaires africaines est un ferment révolutionnaire d'une importance capitale : si les masses pauvres se mettent en colère, se révoltent, elles peuvent tout changer. Mais à condition que, dès maintenant, les prolétaires et l'ensemble des opprimés africains soient en avance préparés pour cela, organisés politiquement, afin que leur colère, leurs luttes futures, servent à transformer radicalement la société dans le sens de la démocratie la plus large qui soit mais aussi de la satisfaction des besoins collectifs des hommes.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.